

*Les crédits*

De 1984 à 1989, le Canada a connu une croissance d'origine canadienne qui n'a été surpassée que par celle du Japon. Un million et demi de nouveaux emplois ont été créés ici par des entreprises canadiennes. Encore une fois, cette prospérité est d'origine canadienne. Cette période de croissance que nous avons connue, la deuxième en durée pendant l'après-guerre, a vraiment contribué à améliorer le niveau de vie des Canadiens: de 1983 à aujourd'hui, on observe une hausse de 16 p. 100 du revenu moyen par habitant après impôt, en tenant compte de l'inflation. Cela représente une augmentation de 8 000 \$ du pouvoir d'achat de la famille canadienne moyenne.

La croissance des prêts à la consommation échappait à tout contrôle, monsieur le Président. Elle a atteint un sommet de 15 p. 100. En juin, elle était toujours de 10,2 p. 100, soit un taux pratiquement deux fois plus important qu'aux États-Unis.

En ce qui a trait au crédit aux entreprises, la croissance a été de 2 p. 100 supérieure à celle à laquelle on a assisté aux États-Unis; pour ce qui est de la croissance du crédit hypothécaire—16 p. 100 au mois de juin—elle représente deux fois le taux de croissance de notre économie et environ deux fois et demie le taux de croissance des taux hypothécaires aux États-Unis.

Quant aux coûts unitaires de la main-d'oeuvre, une des meilleures façons d'évaluer notre compétitivité, ce dont se préoccupe mon vis-à-vis et dont s'est inquiété son collègue d'Etobicoke-Nord au cours de la période des questions, l'augmentation est nettement plus élevée qu'aux États-Unis et elle est pratiquement de deux fois supérieure à l'augmentation en Allemagne et au Japon. Il fallait donc adopter une politique monétaire ferme pour résoudre notre problème actuel.

Mon collègue a parlé des problèmes de 1981-1982 et a prétendu qu'ils étaient différents. Au Canada, ils étaient les mêmes. La croissance de l'économie était trop rapide pour que le pays puisse l'absorber. C'est pourquoi nous avons dû appliquer notre politique de taux d'intérêt élevés pour s'attaquer au problème. Je n'ai pas à m'en excuser.

En fait, monsieur le Président, nous avons agi en fonction de la conjoncture économique. Je sais que la situation n'est pas facile à l'heure actuelle. Je me suis entretenu avec des chefs d'entreprise qui doivent fermer leurs portes ou des gens qui ont perdu leur emploi et je suis vraiment navré. Cependant, si nous avons décidé de

ne pas nous attaquer au problème en question, je sais que nous aurions alors éprouvé dans six mois, neuf mois, un an ou deux ans des problèmes encore beaucoup plus graves qui auraient nui bien davantage aux perspectives d'avenir des Canadiens. Je le répète, nous avons réussi à juguler l'inflation beaucoup mieux que la Grande-Bretagne, par exemple.

Nous avons une croissance bien particulière au Canada, ce qui a entraîné un problème qui nous est propre, et nous avons dû trouver une solution bien à nous pour pouvoir compter à l'avenir sur une croissance forte et non inflationniste. C'est ce que mon collègue libéral réclame: une politique bien précise. Il veut que nous exposions très clairement aux Canadiens la politique que nous suivons et les résultats qu'elle devrait donner.

Ce que je trouve très difficile à accepter, monsieur le Président, c'est que nos vis-à-vis continuent de prétendre que nous pourrions réduire les taux d'intérêt en un tournemain.

Si seulement ils écoutaient ce que disent le Conseil économique du Canada et les trois groupes que mon ami vient de mentionner. Le message est clair: « Le seul moyen de faire baisser les taux d'intérêt est de freiner les dépenses publiques, pas seulement celles du gouvernement du Canada, mais celles de tous les gouvernements parce qu'ils doivent tous assumer leur part de responsabilité.» C'est essentiellement ce qu'ils ont dit la semaine dernière.

Mon ami est atteint du syndrome de la mémoire sélective. Il préfère oublier les recommandations de ces organismes, les solutions qu'ils ont proposées. Ils ont dit qu'il fallait réduire le déficit. On ne peut pas espérer que les taux d'intérêt vont baisser du jour au lendemain. Ils ne vont diminuer que dans des conditions propices à une baisse.

Je m'y perds dans les politiques du Parti libéral. Il nous dit: «Votre politique budgétaire n'est pas bonne. Le déficit devrait être moins élevé. Les taux d'intérêt devraient être plus bas.» De quoi vient-il se plaindre ensuite? Vous venez d'en entendre le meilleur exemple.

La réponse que j'ai obtenue quand j'ai invité l'opposition à me proposer une solution de rechange était tout à fait vide de sens. J'ai demandé aux partis d'opposition ce que nous devrions faire pour réduire le déficit et faire baisser les taux d'intérêt. Ils n'ont rien trouvé à répondre, et le député le sait très bien. Je crois que cela le met mal à l'aise, mais il obéit aux instructions de son chef.